

Libye : espions et renseignement

vendredi 27 janvier 2012, par [Jean-Jacques CECILE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Jean-Jacques CECILE](#), **Libye : espions et renseignement**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 27 janvier 2012.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

L'affaire libyenne apparaît peu ou prou comme une manière de conflit-prototype résolu par une application précoce de cette nouvelle stratégie récemment définie à Washington : beaucoup de drones, application de la puissance aérienne, implication des forces spéciales, recours à des forces locales mais pas de bottes américaines au sol, ou si peu que c'est ne rien dire. Son déroulement intéresse par ailleurs les stratèges en ce qu'elle constitue la première confrontation à la fois post-afghane et post-irakienne. Elle est enfin atypique en ce sens qu'elle ne partage que peu de caractéristiques communes avec les épisodes guerriers ayant ensanglanté le pays de l'insolence ou l'ancienne Mésopotamie. Et le renseignement, dans tout ça ? Quelques leçons émergent, parmi d'autres.

Un strapontin pour le renseignement français ?

AVRIL 1999, l'opération *Allied Force* a débuté depuis le 23 mars, elle s'achèvera le 10 juin 1999 après 78 jours de bombardement prenant pour cibles des objectifs serbes dans le cadre du conflit kosovar. La France a décidé de muscler son [dispositif de renseignement](#) opérant depuis la Macédoine, drones CL-289 et *Crécerelle* ainsi qu'hélicoptères-radars HORIZON font leur apparition sur le champ de bataille. Officiellement, il s'agit d'épauler les américains dont les espions sont en petite forme mais à Paris, un diplomate se plaît à souligner les déficiences en matière de coopération au sein de l'OTAN où barbouzes de l'Oncle Sam et espions à la solde du Royaume-Uni s'entendent comme larrons en foire au détriment des autres nations.

Douze ans plus tard, l'affaire libyenne amène-t-elle à dresser un constat plus conforme à ce que l'on serait en droit d'attendre d'une coalition s'en allant-en-guerre ? Pas vraiment, répond la lettre d'information *TTU* pour qui « *les carences françaises et européennes en matière de capacités critiques ont été confirmées et contribuent à renforcer la dépendance française vis-à-vis des moyens américains (Sead [1], guerre électronique, ISR [2], drones et opérations psychologiques...)*. On note, par ailleurs, d'importantes difficultés dans l'échange du renseignement, du fait de l'absence de structure permanente de renseignement otanienne. Le renseignement serait trop cloisonné (...) et n'aboutirait qu'à un nombre limité d'échanges et à un partage insuffisant » [3].

On pourrait mettre ce pessimisme sur le compte d'un travers bien français un peu malsain poussant irrémédiablement les Gaulois à battre leur coulpe, un phénomène s'étant par exemple cristallisé autour de la problématique algérienne. Mais voilà : le club des médias faisant leurs choux gras des déséquilibres atlantistes recrute à tour de bras. Robert Wall a quant à lui interrogé au profit d'*Aviation Week* le général de brigade italien Silvano Frigerio, entre autres chef du bureau chargé du ciblage pour les opérations de l'OTAN contre les objectifs libyens. Le képi étoilé transalpin a lui aussi relevé certains déficits en ce qui concerne le renseignement, précisant que 80 % des informations utilisées par l'OTAN provenaient des Américains. Nathalie Guibert a par ailleurs relayé dans les pages du quotidien *Le Monde* les propos du général Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'Air, qui a regretté de ne pas avoir disposé d'un plus grand nombre de drones catégorie MALE (moyenne altitude, longue endurance). Ajoutons qu'en nombre insuffisant, les engins aériens inhabités français de ce type sont technologiquement un voire deux tons en-dessous des standards actuels en la matière. Le *Harfang* a notamment été aussi étrillé par un rapport du Sénat qui a fustigé son obsolescence face au MQ-9 *Reaper* américain plus endurant, plus rapide, capable de monter plus haut et

dont les capteurs optroniques « *permettent d'identifier une activité suspecte, alors que ceux du Harfang, de conception plus ancienne, se limitent à la détection. Pour des raisons analogues, le potentiel d'évolution du calculateur du Harfang est plus limité que celui du Reaper, par exemple si l'on souhaitait coupler capteurs optroniques et électromagnétiques* ». Si ce n'est pas là une condamnation en bonne et due forme, c'est bien imité. Outre-Manche, certaines hésitations sortent du même tonneau.

Valse-hésitation britannique

Survenant alors que l'Irak glisse lentement dans la fosse commune du temps, que le conflit afghan est promis à une fin prochaine, de surcroît à une époque où la crise pousse les gouvernements à sabrer dans cette traditionnelle variable d'ajustement que constitue le budget de la Défense, l'affaire libyenne arrive à point nommé pour montrer jusqu'où il importe de ne pas pousser trop loin les arbitrages par trop défavorables aux spadassins. Le cas britannique est à ce titre édifiant, voyons de quoi il retourne.

Ayant opté pour le remplacement de ses avions ROEM [4] *Nimrod R1* par des engins américains comparables RC-135 *Rivet Joint*, Londres s'emploie à mettre sur pied un programme de transition. C'est que, pour des raisons d'économie, la *Royal Air Force* veut se débarrasser au plus tôt de ses machines vieillissantes. Au plus tôt, c'est-à-dire dès le 31 mars 2011, jour au cours duquel est prévue, sur la base aérienne de Waddington, une cérémonie marquant le retrait officiel en présence du dernier *Nimrod R1* survivant, le XV249. Mais les trois RC-135 *Rivet Joint* doivent quant à eux n'être livrés qu'entre 2014 et 2018. Que faire entretemps pour éviter l'indignité d'une rupture capacitaire ?

Comme à l'accoutumée, les Britanniques appellent leurs cousins d'outre-Atlantique à la rescousse. Il est alors prévu qu'à partir de l'été 2011, quatre équipages de la *Royal Air Force* soient déployés conjointement à leurs coreligionnaires de l'*US Air Force* sur des quadriréacteurs *Rivet Joint* américains. En échange de quoi le Pentagone s'engage à faire profiter Londres des informations acquises. Un accord qui a fait dire à un aviateur de l'Oncle Sam interrogé par un journaliste d'*Aviation Week* : « *dans le futur, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne vont coopérer de manière plus étroite que jamais depuis la Seconde Guerre mondiale* ».

Sans doute faut-il croire que cette coopération ne démarre pas comme espéré à Londres car début mars 2011, sur la base aérienne de Waddington, la routine est brutalement interrompue par un message dont les termes ne laissent aucune place à l'interprétation : un de deux *Nimrod R1* promis à la casse est prolongé jusqu'en juin 2011 au moins. Aux alentours du 20 mars, le XV249 est repéré sur le tarmac de la *Royal Air Force Station Akrotiri*, à Chypre. Puis, quelques jours plus tard, un porte-parole du *Ministry of Defence* confirme que oui, la mesure a bel et bien été prise « *en réponse à l'escalade des activités militaires en Libye* ». Pendant ce temps, le deuxième appareil quant à lui référencé XW664 promène ses antennes en Afghanistan. Et cette volte-face ne concerne pas que l'appareil ROEM, elle englobe également deux avions de transport ainsi qu'une frégate, l'*HMS Cumberland*. Aussitôt, les comptables se ruent sur leurs calembrets : combien tout cela va-t-il coûter ? Pas loin de £4 millions pour un seul *Nimrod R1*, environ £15 000 pour les deux C-130K et à peu près £575 000 pour le navire [5]. Mais foin de chiffres, cette affaire pose clairement la question : dans sa hâte à réduire les dépenses de défense, le gouvernement britannique n'est-il pas allé un peu trop

loin ? Une question légitimée par une autre mesure d'économie annoncée à son de trompe et qui, elle aussi, suscite la perplexité.

Une sentinelle qui a du plomb dans l'aile

Nom : *Sentinel R1*. Fiche signalétique : avion biréacteur *Global Express* modifié pour satisfaire des besoins ressentis en matière de surveillance du champ de bataille. Signe particulier : emporte, sous le fuselage, un radar optimisé pour la détection des cibles terrestres. Basé à Waddington, le 5 (*Army Cooperation*) *Squadron* en détient cinq exemplaires. Sont-ils vraiment utiles à une époque où l'on ne craint plus un déferlement de blindés soviétiques dans les plaines d'Europe occidentale ? Pour répondre à cette question, faisons un petit retour en arrière. Au mois d'avril 2009, il est temps de tirer le bilan d'une première campagne d'évaluations menée en Afghanistan. Au vu des résultats, Quentin Davis, alors ministre britannique en charge de l'équipement des forces armées, se fait dithyrambique : « *c'est un système qui va faire une réelle différence sur le théâtre des opérations et qui va sauver des vies* ».

Une déclaration louangeuse qui n'empêche nullement la *Strategic Defence and Security Review* (SDSR) promulguée outre-Manche seulement dix-huit mois plus tard de condamner, à terme, les cinq *Sentinel R1*. Officiellement donc, ceux-ci seront mis à la retraite anticipée dès 2015 lorsque l'engagement britannique en Afghanistan aura pris fin. A moins que... Car forts des excellents résultats obtenus par ces appareils de surveillance du sol dans le cadre des conflits afghan et libyen, les généraux de la *Royal Air Force* se sont jetés dans la bataille pour sauver le soldat *Sentinel*. Tant et si bien que Liam Fox, l'ex-*Secretary of State for Defence*, a, juste avant de démissionner, concédé que la recrue pourrait bénéficier d'un sursis qui lui serait accordé par la prochaine SDSR prévue pour 2015 justement. Quand même ! Quelle heureuse coïncidence, cette échéance, comme si l'on avait voulu dès le départ se réserver la possibilité de changer son *Sentinel*, sinon son fusil, d'épaule...

Les réseaux sociaux de la guerre

Avant de conclure, faisons un détour par ce qu'il est désormais convenu d'appeler « les nouvelles technologies de l'information ». Cités par l'AFP, les propos tenus par un officiel de l'OTAN se cachant derrière l'anonymat sont révélateurs d'une époque : en matière de renseignement, « *Twitter est une source de grande importance. (...) En tant que telle, elle ne représente pas une source fiable mais c'est un outil permettant d'attirer l'attention sur des questions ou des menaces émergentes que l'on peut ensuite évaluer en ayant recours à des moyens plus sophistiqués* » [6]. Qu'un char des forces loyales à Kadhafi fasse mouvement et il ne faut que quelques minutes tout au plus pour que l'OTAN soit au courant par *Twitter* interposé, même si une petite vérification s'impose avant de dérouter un chasseur-bombardier. *Facebook* est de la même manière mis à contribution. Résumons. Les soldats s'entraînent désormais par voie de jeux vidéo tandis que les espions dégainent plus vite *Twitter* que ce *Walter PPK* cher à James Bond. Mon bon monsieur, je vous le dis en vérité : les guerres ne sont plus ce qu'elles étaient...

Plus

L'auteur a notamment publié :

Jean-Jacques Cécile, *Pirates en eaux somaliennes*, éd. Nouveau Monde, 2010

Au large des côtes du nord-est africain, la croisière n'a plus le cœur à se distraire, pas plus que ne s'amuse les différents acteurs de la marine marchande dont les navires évoluent dans ces eaux infestées de pirates. A ce titre, le bilan rendu public en janvier 2010 par le Bureau maritime international est éloquent. Pour la quatrième année consécutive, les chiffres totalisant les actes de piraterie sont en augmentation : 406 sur 2009. La piraterie somalienne s'est adjugée une part conséquente de ce gâteau d'infamie avec, pour la même période, 217 incidents ayant entraîné le kidnapping de 47 navires ainsi que de 867 membres d'équipage. Un phénomène endémique dont les cas emblématiques ont fait les unes de nos journaux. L'affaire du Ponant (opération Thalatine), l'assaut du Tanit et la mort de Florent Lemaçon, sans même évoquer les polémiques qui ont suivi, sont encore fraîches dans toutes les mémoires. Faut-il pour autant assimiler ces « nouveaux » pirates somaliens aux forbans sans foi ni loi infestant les mers d'Extrême-Orient ou à leurs ancêtres flibustiers et autres frères de la côte ? Quelles sont leurs méthodes ? Comment les services de renseignement traquent-ils leurs « bateaux-mères » ? Utilisent-ils eux aussi des espions pour cibler leurs victimes ? Qu'est-ce que commandos, forces spéciales et militaires peuvent faire pour tenter d'endiguer ce phénomène criminel ? Dans quelle mesure l'argent de la piraterie provoque-t-il une mutation en profondeur des sociétés somalienne et kenyane, bousculant au passage le peu qui subsistait d'un fragile équilibre ancestral ? Cet ouvrage d'investigation répond à toutes ces questions et à beaucoup d'autres encore.

Voir ce livre sur le site des éditions Nouveau Monde [Voir](#)

P.-S.

Après avoir été formé à l'acquisition du renseignement en zone ennemie au sein des équipes commando du 13e Régiment de dragons parachutistes, Jean-Jacques Cécile a entamé une seconde carrière de journaliste. Il a publié plusieurs ouvrages dont *Pirates en eaux somaliennes* (éd. Nouveau Monde, 2010) ; *Histoire secrète des SAS* (éd. Nouveau Monde, 2009)

Notes

[1] SEAD : suppression of enemy air defenses (suppression des défenses antiaériennes ennemies).

[2] ISR : intelligence, surveillance, reconnaissance (renseignement, surveillance, reconnaissance).

[3] « Unified Protector : retex en série », *TTU* n°829, 11 janvier 2012.

[4] ROEM : [renseignement](#) d'origine électromagnétique (principalement interception des communications radio et des signaux radar) ; équivalent au SIGINT (Signals Intelligence) anglo-saxon qui se subdivise en COMINT (Communications Intelligence, interception des communications radio) et en ELINT (Electronic Intelligence, interception des signaux radar).

[5] « Extending life of one Nimrod to cost £4m », *Scotsman.com*, 6 mai 2011

[6] « Tweets tip off NATO on potential Libya air raids », *AFP*, 10 juin 2011.